



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de la Protection des Populations**

Arrêté n° 1891 du 19 DEC. 2025
portant prescriptions complémentaires et dérogation
aux distances réglementaires d'implantation
d'une installation classée pour la protection de l'environnement
Installation d'abattage – rubriques ICPE 2210/3641
SAS BIGARD – VENAREY-LES-LAUMES

Le Préfet de la Côte-d'Or

VU le titre VIII du livre I et le titre premier du livre V de la partie législative et de la partie réglementaire du Code de l'Environnement;

VU l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux » ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 mai 2012 autorisant la Société BIGARD à exploiter un complexe d'abattage et de transformation de viande bovine ;

VU le porter à connaissance déposé le 31 janvier 2025 par la SAS BIGARD;

VU le rapport établi le 25 novembre 2025 par l'inspection des installations classées ;

VU le courrier du 4 décembre 2025 transmettant le projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant, et l'informant du délai dont il dispose pour faire ses observations ;

VU l'absence d'observation formulée par l'exploitant ;

Considérant l'article L181-14 du code de l'environnement qui indique qu'en dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour

délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32 ;

Considérant l'article R181-48 qui indique que toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Considérant l'arrêté préfectoral du 9 mai 2012 autorisant la société BIGARD à exploiter un complexe d'abattage et de transformation de viande bovine sur le territoire de la commune de Venarey les Laumes, activité classée sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2210 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant l'arrêté 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux » ;

Considérant le porter à connaissance déposé le 31 janvier 2025 par la SAS BIGARD pour la modification d'une installation classée pour la protection de l'environnement ;

Considérant que le porter à connaissance concerne :

- la création d'un parking privé,
- la réfection et la création de voiries dans l'enceinte du site existant ;
- la création d'une nouvelle plateforme de lavage des bétailières en remplacement de celle existante et en mauvais état ;
- la clôture du site ;
- un agrandissement des bâtiments comprenant la couverture des quais d'expédition et la création de deux quais supplémentaires, l'agrandissement de la chambre froide négative (congélation), la couverture du quai de déchargement des bovins, la mise à l'abri des intempéries des bacs contenant les matières stercoraires, la création d'un bureau à proximité de la bouverie ;
- la création d'un local de charge ;
- la mise en place d'une cuve à sang de plus grande capacité ;
- l'aménagement d'une zone de lavage des chariots à dents de loup ;
- l'aménagement d'une zone permettant de stocker les cuirs dans le bâtiment ;
- la création d'un local de stockage des consommables et des produits de découpe ;
- la rehausse des rails de suspension des carcasses ;
- la déclaration du puits existant dans l'enceinte de l'abattoir.

Considérant que certains de ces points répondent à des demandes formulées par l'inspection des installations classées suite aux inspections ICPE du 16 avril 2021 et du 1^{er} juillet 2024 notamment la clôture et mise en sécurité du site, la réfection de la plateforme de nettoyage

des bétailières, la mise à l'abri des matières stercoraires, la maîtrise du stockage du sang, le stockage des cuirs et la déclaration du puits;

Considérant l'article 3 de l'arrêté du 30 avril 2004 qui précise que l'installation est implantée, sans préjudice des zones de dangers définies dans l'étude de dangers, à 100 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers (hors locaux occupés par des personnels liés à l'installation), des stades ou des campings agréés, des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, ainsi que des lieux de baignade et des plages. Cette distance peut être réduite pour les locaux ou annexes ne présentant pas de risques de nuisances pour le voisinage, lorsque l'exploitant justifie de mesures compensatoires pérennes mises en œuvre pour les prévenir ou si l'étude d'impact du projet fait apparaître que les risques et nuisances ne sont pas augmentés ;

Considérant le porter à connaissance déposé le 31 janvier 2025 par la SAS BIGARD comporte une demande de dérogation aux distances d'implantation vis à vis des tiers ;

Considérant que la demande de dérogation à l'implantation concerne la couverture des quais d'expédition qui portera la distance d'éloignement vis à vis des tiers à 56 mètres pour le tiers plus proche contre 61 mètres actuellement ;

Considérant les accords des riverains concernés, à savoir les entreprises CRAVALHO TP, MANUSYSTEMS et Domaine de FLAVIGNY-ALESIA, joints au porter à connaissance

Considérant que le dossier déposé par la SAS BIGARD contient une réévaluation des risques et que l'exploitant estime que les risques ne sont pas modifiés par rapport à la situation initiale ;

Considérant l'existence d'un puits non déclaré dans l'enceinte de l'abattoir dont l'eau est utilisée pour le lavage des bétailières et de la bouverie ;

Considérant le dossier de déclaration au titre de la nomenclature IOTA joint au porter à connaissance ;

Considérant qu'en période de restriction d'usage de l'eau, il convient de prendre des mesures spécifiques pour préserver la ressource en eau;

Considérant que la création du parking, implanté en zone bleue du PPRNi de la commune de Venarey-les-Laumes, a fait l'objet d'une déclaration préalable de travaux instruite par la direction départementale des territoires et que des mesures compensatoires ont été mises en place (zone d'infiltration des eaux pluviales, zone de compensation des crues) ;

Considérant que les capacités d'abattage ou de découpe de production ne sont pas modifiées ;

Considérant que le trafic n'est pas modifié ;

Considérant, en particulier s'agissant des caractéristiques du projet, que celui-ci n'induit aucun risque d'accident et/ou de catastrophe majeurs et aucun risque pour la santé humaine ;

Considérant que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles ;

Considérant les évolutions réglementaires de la nomenclature nécessitant une mise à jour de l'arrêté d'autorisation du 9 mai 2012 ;

Considérant que les nouvelles caractéristiques techniques doivent être prises en compte dans la rédaction des prescriptions applicables à l'exploitant ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTE :

Article 1er :

L'article 2-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mai 2012 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 2-1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées et de la nomenclature IOTA

Nature des activités ICPE	Rubriques ICPE	Seuil rubrique	Niveau d'activité Capacité autorisée	Régime en vigueur
Abattage d'animaux	2210-1	5 t/j	60 t/j	A
Exploitation d'abattoirs	3641	Sup. À 50 t/j	60 t/j	A
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale	2221-1	Sup. à 4 t/j	60 t/j	E
Dépôt de peaux	2355	Sup. à 10 t	100 t/j	D
Combustion	2910-2	1 MW < < 20 MW	1,4 MW	DC

A : autorisation – E : enregistrement – D – Déclaration – DC : Déclaration à contrôle périodique

Nature de l'activité IOTA	Rubrique IOTA	Régime
1.1.1.0	Sondage , forage, y compris essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	D
2.1.5.0-2	Rejet d'eau pluviales dans les eaux douces superficielles sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondante à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant : supérieur à 1 ha mais inférieur à 20 ha	D

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipement exploités dans l'établissement, qui mentionné ou non à la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 2 :

L'article 2-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mai 2012 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 2-2 Situation de l'établissement

Les installations sont situées sur la commune, la section et les parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles
VENAREY-LES-LAUMES	BA	N° 15, 17, 49, 71, 72 et 90

Article 3 :

L'article 17-2 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2012 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 17-2 Installations

Chaudière	Puissance nominale utile	Combustible	Utilisation
Chaudière 1 : 600 kW Chaudière 2 : 800 kW	1, 4MW	Gaz	Production d'eau chaude

Article 4 : L'article 18 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mai 2012 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 18 Prélèvements et consommation d'eau

Sans préjudice de la réglementation applicable aux établissements relevant de la directive IED, la consommation est limitée au minimum à 6 litre/kg de carcasses produites pour les opérations d'abattage. Ce volume comprend toutes les sources d'approvisionnement en eau.

18-1 Origine des approvisionnements en eau

18-1.1 Réseau public d'alimentation en eau potable

Les prélèvements en eau sont réalisés sur le réseau d'eau potable communal de Venarey-les-Laumes. Le point d'alimentation est équipé d'un compteur volumétrique.

Un dispositif de disconnexion est présent sur l'arrivée d'eau potable du réseau public, la maintenance est assurée annuellement par une entreprise compétente.

18-1.2 Puits privé

L'eau du puits situé dans l'enceinte de l'établissement est uniquement destinée au lavage des bétailières et de la bouverie.

L'ouvrage est équipé d'un compteur volumétrique. Le volume prélevé est limité à 25 m3/j. L'eau du puits n'est en aucun cas raccordé au réseau public d'alimentation en eau potable.

La tête de puits doit être à la cote 239,90 m NGF.

En période de restriction d'usage de l'eau fixée par arrêté préfectoral, c'est-à-dire lors le seuil d'alerte renforcée est franchi, l'usage du puits est interdit. Cette obligation ne dispense pas l'exploitant de mettre en place des mesures de vigilance et/ou d'économie d'eau dès lors que les seuils de vigilance ou d'alerte sont atteints.

18-2 – Plan d'économie d'eau

L'exploitant élabore et met en place un plan d'économie hydrique comprenant à minima les liste des milieux de prélèvement, les volumes d'eau prélevés et consommés, les codes des masses d'eau associées, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau , les actions mises en œuvre pour réduire le prélèvement en eau pour chaque seuil d'alerte sécheresse, la liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018. Ce plan est régulièrement mis à jour et est tenu à la disposition de l'inspection.

Article 5 – Dérogation aux règles d'implantation

La SAS BIGARD est autorisée à construire un bâtiment destiné à la couverture des quais d'expédition sur la face sud du bâtiment existant à une distance de 56 m du tiers le plus proche.

Toutes les mesures concernant l'évitement ou l'atténuation des risques et des nuisances doivent être mises en place et maintenues, tout comme le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09 mai 2012.

Article 6 : Délai et Voie de recours : article R514-3-1 du Code de l'environnement .

Le présent arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Dijon, sis 22 rue d'Assas .

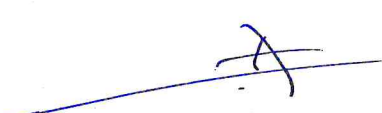
1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée .

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur Départemental de la Protection des Populations, le Directeur Départemental des Territoires, le Maire de la commune de 21210 VENAREY-LES-LAUMES, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Côte-d'Or et dont copie sera notifiée à l'exploitant.

LE PRÉFET



Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire général

Denis BRUEL

